

AXA « balaie » la question de son rôle dans les crimes de guerre d'Israël

Adri Neuhof – 3 juillet 2018



AXA, le géant de l'assurance en France, refuse de désinvestir de firmes israéliennes impliquées dans des crimes de guerre contre les Palestiniens.

Il s'agit de banques qui contribuent à la construction des colonies et d'une entreprise qui fabrique des armes utilisées pour tuer des civils à Gaza.

Il y a un an, 70 organisations, partis politiques et syndicats ont exhorté AXA à désinvestir de trois banques israéliennes et de Elbit Systems, le fabricant d'armes.

Mais AXA a essayé de balayer sa responsabilité.

La firme internationale a prétendu dans un mail datant d'octobre 2017 adressé au Centre de Ressources des Activités

Économiques et des Droits Humains de Londres que ses investissements dans les banques Leumi, Hapoalim et Mizrahi Tefaot étaient « des investissements mineurs, sans pouvoir de contrôle » et représentaient une « toute petite partie » des actifs de la société.

AXA a dit que sa filiale AllianceBernstein était responsable de 99% de l'investissement dans les banques israéliennes.

AllianceBernstein est une société internationale de gestion de placements et AXA est son principal actionnaire.

Un crime financier

AXA a aussi confirmé ne pas avoir de problème de principe sur le fait d'investir dans des banques israéliennes, en dépit de ce qu'ont montré des chercheurs sur les droits humains, Human Rights Watch en particulier, sur le rôle central joué par ces institutions financières pour permettre le vol et la colonisation de la terre palestinienne et d'autres abus.

Les principales banques d'Israël sont un élément crucial de la construction illégale de colonies menée par ce pays en Cisjordanie et en Syrie sur le Golan.

Les banques financent des constructions et des infrastructures sur de la terre volée aux Palestiniens.

Elles fournissent gracieusement des prêts et des services financiers aux conseils municipaux et aux entreprises des colonies ainsi que des prêts hypothécaires aux acquéreurs de logements – tout cela aidant l'entreprise de colonisation à se maintenir et se développer.

La construction et les activités économiques des colonies sont inséparables de graves violations des droits des Palestiniens, dont le vol de la terre et de l'eau, de graves restrictions de la liberté de mouvement et des dommages à l'économie palestinienne qui s'élèvent à des milliards de dollars chaque

année.

Israël a, avec l'aide des banques, transféré en tout 600 000 membres de sa population civile dans les territoires occupés.

Ce transfert est une violation de la Quatrième Convention de Genève et fait partie de la liste des crimes de guerre du statut fondateur de la Cour pénale internationale.

L'illégalité des colonies israéliennes a été confirmée une nouvelle fois par le Conseil de Sécurité de l'ONU lors du vote de la Résolution 2334 en décembre 2016.

Mais AXA insiste sur le fait d'avoir procédé à « un examen minutieux et approfondi de la situation, prenant en compte la Résolution 2334 de l'ONU et la nature des activités des trois banques israéliennes », et « a conclu que ces entreprises ne tombent pas sous le coup de l'exclusion de notre politique d'investissement ».

Le contraste est frappant avec l'Église Méthodiste Unie qui, en 2016, a désinvesti de banques israéliennes à cause de leur rôle dans les colonies.

Le fond de pension national luxembourgeois a aussi exclu cinq grandes banques israéliennes pour la même raison.

La publication *Business Insider* place la filiale d'AXA, AllianceBernstein parmi les 15 premiers investisseurs dans la banque Hapoalim.

Au premier juillet, AllianceBernstein possédait un total de près de 312 000 parts de Hapoalim réparties en deux portefeuilles, pour une valeur de plus de 2,1 millions de dollars (1,8 millions €).

En février, AllianceBernstein détenait aussi 15 750 parts de la banque Leumi et 4620 parts de la banque Mizrahi Tefat dans son fonds « Portefeuille Dynamique Diversifié ».

Des investissements chez les fabricants d'armes

Elbit Systems, un des plus gros fabricants d'armes d'Israël, a fourni des drones, du phosphore blanc et d'autres armes utilisées dans les principales attaques israéliennes sur Gaza.

Pendant les trois semaines d'assaut israélien sur Gaza commencé en décembre 2008, par exemple, des groupes de défense des droits humains ont informé que des dizaines d'attaques de drones israéliens avaient tué près de 90 civils.

Israël a renvoyé ses drones fabriqués par Elbit Systems sur Gaza lors de son attaque de 2014 de ce territoire.

Plus récemment, les forces israéliennes ont confirmé l'emploi d'un système de lance mortier monté sur véhicule pour attaquer les Palestiniens de l'autre côté de la frontière de Gaza.

Cette arme a « fait ses preuves de façon très efficace dans de récentes confrontations » a dit Boaz Cohen, un représentant d'Elbit, officier de réserve de l'armée israélienne, le 15 mai, le lendemain du massacre par des snipers israéliens de dizaines de Palestiniens qui participaient à la Grande Marche du Retour à Gaza.

Dans sa réponse de septembre 2017 à l'enquête du Centre de ressources sur les Activités Économiques et les Droits Humains sur ses liens avec la construction des colonies et la fabrication d'armes, AXA n'a pas parlé de ses investissements dans Elbit Systems.

Mais si AXA ne détenait pas de participation dans Elbit, il l'aurait certainement mentionné.

Dans une réponse envoyée cette année en Suisse à un militant, AXA a qualifié « d'allégations fragmentaires et fausses » toute déclaration selon laquelle il « finance la production d'armes interdites et l'extension de « territoires contestés » par des investissements dans le groupe industriel

Elbit Systems et dans trois banques israéliennes ».

Malgré ces dénégations, à la mi-mai, AXA possédait des parts de Elbit pour une valeur de plus de 1,1 millions de dollars (945 700 €), tandis que AllianceBernstein détenait des actions d'une valeur de plus de 750 000 dollars (644 800 €).

AXA a aussi indiqué sa politique de « responsabilité d'entreprise » qui l'engage à « 10 principes universels sur les droits humains, le travail, l'environnement et la lutte contre la corruption » du Pacte Mondial de l'ONU.

L'investissement dans les banques et les fabricants d'armes d'Israël tourne clairement en dérision cet engagement et c'est pourquoi les militants devraient continuer à faire pression sur AXA pour qu'il désinvestisse.

Source: [The Electronic Intifada](#)

Traduction : SF pour [BDS France](#)